



# 2018 Rencontre

Du 16 au 18 janvier 2018 • Vancouver, Colombie-Britannique

## RAPPORT SOMMAIRE



Assemblée des  
Premières Nations de la  
Colombie-Britannique



Sommet des  
Premières Nations



Union des chefs  
indiens de la  
Colombie-Britannique

Canada

# Table des matières

Résumé .....	1
Autres éléments de la rencontre .....	3
Résumés des séances .....	6
Points saillants de l'évaluation des délégués .....	18
Prochaines étapes .....	19

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec :  
CommunicationsPublications@canada.ca

[www.canada.ca/services-autochtones-canada](http://www.canada.ca/services-autochtones-canada)  
1 800 567-9604  
ATS seulement 1-866-553-0554

QS-6368-300-FF-A1  
Catalogue : R1-68F-PDF  
ISSN : 2369-3398

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2018.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre :  
*Joint Gathering 2018 Summary Report (pdf)*

# Résumé

La *Rencontre 2018*, qui a eu lieu du 16 au 18 janvier 2018 à Vancouver, en Colombie-Britannique, était la sixième réunion annuelle des chefs, des conseillers et des administrateurs des Premières Nations de la Colombie-Britannique avec des hauts fonctionnaires des ministères Services aux Autochtones Canada (SAC) et Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada (RCAANC). La rencontre a eu lieu sur les territoires traditionnels communs de la bande indienne Musqueam, de la Nation des Squamish et de la Nation des Tsleil-Waututh, et elle a été organisée conjointement par le Conseil des leaders des Premières Nations, qui comprend le Sommet des Premières Nations, l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique et SAC.

Chaque année, le Conseil des leaders des Premières Nations et SAC s'efforce de tenir compte des commentaires des participants et de présenter de nouvelles approches et de nouveaux éléments afin que tous tirent le meilleur parti du temps passé ensemble. Pour la première fois, un ministre et un chef national ont assisté à la rencontre, ce qui a donné un excellent aperçu stratégique des efforts conjoints. Le gouvernement a entrepris de renouveler la relation de nation à nation entre le Canada et les peuples autochtones, afin qu'elle soit fondée sur la reconnaissance des droits, le respect, la collaboration et le partenariat. En août 2017, le premier ministre a annoncé la création de SAC, qui est l'un des deux nouveaux ministères établis pour renforcer cette relation renouvelée et combler les écarts socioéconomiques inacceptables qui existent entre les peuples autochtones et les Canadiens non autochtones.

SAC s'appuie sur le travail déjà accompli par les budgets de 2016 et de 2017 et est responsable de l'amélioration de la prestation et de la qualité des services fournis chaque jour aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis, tout en soutenant le cheminement vers l'autodétermination des peuples autochtones qui, à juste titre, veulent et doivent contrôler la prestation des services qui leur sont fournis.

Cette année, 421 délégués des Premières Nations, représentant 155 des 198 Premières Nations de la Colombie-Britannique, ont participé à la *Rencontre 2018*, ainsi que 32 représentants fédéraux et 13 représentants provinciaux de 17 ministères fédéraux et cinq ministères provinciaux. L'ordre du jour a été conçu en fonction des commentaires recueillis à partir d'un questionnaire préalablement distribué aux Premières Nations de la Colombie-Britannique à l'automne 2017, et il comprenait dix séances plénières et





huit séances sous forme d'ateliers interactifs. Le deuxième jour de la rencontre, une réception en soirée mettait en vedette les danseurs Git Hayestk, des artistes de la danse des masques des Premières Nations de la côte du Nord-Ouest.

Les panélistes, les conférenciers et les présentateurs ont parlé ouvertement et passionnément au nom de leurs collectivités et organisations. Les séances interactives des trois jours ont permis aux participants de communiquer leurs réussites, les leçons qu'ils ont apprises et leurs pratiques exemplaires, tout en encourageant les représentants des aînés et des jeunes à donner leur point de vue sur les questions soulevées.

Dans l'esprit de réconciliation et d'établissement de relations entre les Premières Nations de la Colombie-Britannique et le gouvernement du Canada, d'autres activités se sont déroulées au bureau de la région de la Colombie-Britannique pendant la semaine de la *Rencontre 2018*. Ces activités comprenaient, entre autres, le lancement du processus de transformation des installations et une journée portes ouvertes tenue avant et après la rencontre.

Tout au long de la *Rencontre 2018*, les délégués ont formulé des commentaires constructifs et soulevé des points importants à prendre en considération, lesquels sont présentés de façon plus détaillée dans les pages suivantes du présent rapport. Ce rapport a été préparé avec le Conseil des leaders des Premières Nations et sera partagé avec les Premières Nations de la Colombie-Britannique, avec SAC et d'autres participants des gouvernements fédéral et provincial.

# Autres éléments de la rencontre

## TRANSFORMATION DES INSTALLATIONS

Le 16 janvier 2018, une activité de transformation des installations a marqué le début des changements apportés à l'environnement physique des bureaux de la région de la Colombie-Britannique de SAC et de RCAANC au 1138, rue Melville à Vancouver. Ces changements feront en sorte que les visiteurs et les clients se sentiront mieux accueillis et que la culture des Premières Nations de la Colombie-Britannique sera mieux reflétée dans l'ensemble de l'édifice. Le groupe de tambours du Comité pour l'avancement de l'emploi autochtone (CAEA) a accueilli 160 invités. Ce groupe joue un rôle important dans l'intégration de la culture autochtone en milieu de travail dans la région de la Colombie-Britannique. La ministre Philpott a prononcé le mot d'ouverture sur la façon dont la transformation des installations marque une étape importante du programme plus vaste visant à faire de notre cheminement national vers la réconciliation une réalité.

La ministre a également dévoilé une plaque installée dans le hall d'entrée de l'édifice et reconnaissant les territoires traditionnels sur lesquels se trouve l'édifice – une étape attendue depuis longtemps. Enfin, le nouveau nom de la plus grande salle de conférence de la région de la Colombie-Britannique a été annoncé. Le nom choisi est « Namwayut », qui signifie « nous sommes tous un », le cri de ralliement de Réconciliation Canada.

Au cours de la semaine, le Ministère a présenté un projet d'art mural représentant la fusion des voix et intitulé « site unseen – a Mural of Merging Voices ». Ce projet artistique s'inscrit dans le cheminement de réconciliation des jeunes de deux collectivités canadiennes distinctes, la Première Nation Gitga'at de Hartley Bay et West Vancouver. Les élèves des deux écoles ont parlé avec éloquence des amitiés qu'ils ont nouées entre eux en participant au projet.

Le succès de l'activité est attribuable en grande partie à la participation des chefs, des dirigeants des Premières Nations et des dignitaires. Des représentants de la Régie de la santé des Premières Nations, de l'Association des écoles des Premières Nations, du Comité directeur de l'éducation des Premières Nations et d'autres intervenants ont été heureux de participer à ce nouveau départ et au nouveau partenariat avec SAC.





## JOURNÉE PORTES OUVERTES

Pour la deuxième année, les bureaux de la région de la Colombie-Britannique de SAC et de RCAANC ont tenu une journée portes ouvertes avant et après la *Rencontre 2018*. Au total, 85 invités de 40 Premières Nations ont échangé de l'information avec le personnel du Ministère pendant la journée portes ouvertes en circulant dans tout l'immeuble et en discutant de sujets comme l'infrastructure, le logement, le développement économique et les relations entre la Couronne et les Autochtones.

## MOBILISATION DES AÎNÉS ET DES JEUNES

Seize représentants des aînés et 24 représentants des jeunes de diverses collectivités de la province ont exprimé leur gratitude pour avoir eu l'occasion d'assister à la *Rencontre 2018* et d'apprendre les uns des autres en partageant des expériences personnelles et communautaires. Les récits, les tambours et les histoires racontées dans leur propre langue leur ont laissé une impression durable et la volonté de participer à d'autres activités de ce genre.

## MÉDIAS SOCIAUX

SAC a fait la promotion de la rencontre de cette année au moyen de diverses plateformes de médias sociaux. On a encouragé les participants à afficher de l'information et leurs réflexions sur Facebook, Twitter et Instagram en utilisant le mot-clic #JointGathering2018. Les comptes de médias sociaux du Ministère ont également fait la promotion des différentes séances plénières, des conférenciers invités et des activités ayant lieu au cours de la conférence de trois jours. Tous les messages Twitter et Instagram utilisant le mot-clic #JointGathering2018 ont été mis en évidence en temps réel sur un mur Twitter affiché sur des écrans partout sur le site afin de promouvoir davantage l'échange d'informations. Un album Facebook a été créé et mis à jour en temps réel pour présenter divers conférenciers et groupes de discussion, mais aussi pour dresser le profil des délégués qui transmettent des idées et qui participent aux discussions lors de la rencontre.

## SPECTACLES CULTURELS

### *Groupe de tambours CAEA*

La *Rencontre 2018* a mis en vedette les talentueux tambours du groupe de tambours du CAEA de la région de la Colombie-Britannique, qui ont assuré une forte présence culturelle tout au long de la rencontre et ont réuni les gens par leurs tambours et leurs chants.

### *Danseurs Git Hayestk*

Git Hayestk est un groupe de danse des masques des Premières Nations de la côte du Nord-Ouest situé à Vancouver, en Colombie-Britannique. Git Hayestk désigne le peuple du bouclier du cuivre en langue sm'algyax, une langue parlée par les nations niska'a, tsimshian et gitksan. Les danseurs partagent un lien commun avec leurs ancêtres des peuples parlant la langue sm'algyak qui entretiennent des liens familiaux étroits avec les nations haïda, tlingit, haïsla et musqueam.

## SALON DES EXPOSANTS

Des représentants des organismes suivants ont participé à des tables d'exposants à la *Rencontre 2018*, où des possibilités de réseautage et de l'information sur divers programmes et services leur ont été offertes :

- Agence du revenu du Canada
- Association des agents financiers autochtones de la Colombie-Britannique
- Conseil de la technologie des Premières Nations
- Emploi et Développement social Canada/ Service Canada
- Environnement et Changement climatique Canada
- Garde côtière canadienne
- Office national de l'énergie
- Parcs Canada
- Patrimoine canadien
- Pêches et Océans Canada
- Réconciliation Canada
- Régie de la santé des Premières Nations
- Services publics et Approvisionnement Canada
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Société de services d'urgence des Premières Nations
- Transports Canada

## KIOSQUE D'INFORMATION

Encore une fois, le personnel de SAC avait installé un kiosque d'information et a participé à plus de 70 interactions avec les délégués en répondant à des questions et en organisant des réunions entre les membres des Premières Nations et les employés sur divers sujets allant du logement, des immobilisations, de l'éducation et du développement économique. Des réunions se sont tenues pendant et après la *Rencontre 2018*. Divers documents sur les programmes des Premières Nations ont également été distribués au kiosque, y compris un guide des programmes et un questionnaire sur les services à la clientèle. Si vous souhaitez répondre à ce questionnaire afin de formuler des commentaires sur l'amélioration des services à la clientèle offerts par le bureau de la région de la Colombie-Britannique, veuillez envoyer un courriel à [aadnc.engagement.aandc@canada.ca](mailto:aadnc.engagement.aandc@canada.ca).



# Résumés des séances

## SÉANCE PLÉNIÈRE

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<b>Discours de la ministre Philpott</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>» La ministre a parlé de la transformation du Ministère et de la transformation de la relation du Canada avec les Premières Nations. Elle a reconnu le solide leadership de la Colombie-Britannique dans des domaines clés comme les soins de santé, les services à l'enfance et à la famille, l'éducation, les relations financières et l'autonomie gouvernementale.</li><li>» La ministre a également parlé de l'initiative de transformation des installations de la région dans le cadre de la mobilisation plus vaste visant à transformer le service à la clientèle, une étape à la fois.</li></ul>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Relations financières</b></p> <p>Discussion de groupe avec les coprésidents du Comité des chefs de l'Assemblée des Premières Nations (APN) sur les travaux réalisés à ce jour et les plans visant à obtenir un financement suffisant, prévisible et soutenu pour les Premières Nations.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des services de financement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» À titre de coprésident du Comité des chefs sur les relations financières de l'APN, le chef David Jimmie a présenté un résumé des points de vue de la C.-B. qui ont été compilés à l'automne 2017 lors des six séances de mobilisation régionales. Le rapport de ces séances présentait les points saillants, notamment les discussions sur les compétences supplémentaires, l'élargissement des pouvoirs financiers et la nécessité d'un fondement législatif.</li> <li>» Le chef Jimmie a souligné que le rapport de la Colombie-Britannique était le plus complet des rapports présentés par les provinces et qu'il avait contribué au rapport conjoint du ministère et de l'APN qui a été déposé à l'Assemblée extraordinaire des chefs tenue en décembre 2017 à Ottawa.</li> <li>» Parmi les recommandations formulées dans ce rapport, mentionnons la création d'un conseil consultatif permanent qui permettra la poursuite des travaux; la réforme de la Politique de prévention et de gestion des manquements; le passage à des subventions de 10 ans, avec l'engagement d'appliquer cette nouvelle entente de financement à 100 collectivités d'ici avril 2019; et l'abrogation de la <i>Loi sur la transparence financière des Premières Nations</i>.</li> <li>» Le lien ministériel suivant fournit de plus amples renseignements sur la <a href="#">nouvelle approche : élaboration conjointe d'une nouvelle relation financière entre le Canada et les Premières Nations</a>.</li> <li>» Le chef national de l'APN, Perry Bellegarde, a établi un lien entre le travail budgétaire et les terres et les ressources, ainsi que l'affirmation des droits et des titres. Il a souligné que le rapport constituait une première étape et que la mise en œuvre des recommandations serait essentielle pour changer la relation financière.</li> <li>» Paul Thoppil, dirigeant principal des finances, des résultats et de l'exécution, s'est joint au chef national et au chef Jimmie pour une séance de questions et réponses à la suite de leurs remarques, où il a pu discuter de la façon dont la mise en œuvre des recommandations se déroulerait au cours des prochains mois. Il a aussi mis en lumière des questions qui demeuraient à l'étude, comme les critères d'admissibilité pour les 100 premières collectivités admissibles à des subventions de 10 ans. Il a confirmé que la vision à long terme décrite dans le rapport vise un financement durable, suffisant et prévisible.</li> <li>» Les participants se sont exprimés en faveur de l'idée selon laquelle les Premières Nations devraient définir la reddition de comptes au niveau communautaire, de la nécessité de définir les critères d'admissibilité aux subventions de 10 ans et de l'autonomie des Premières Nations au-delà des promesses faites dans le rapport.</li> </ul> <p>✓ <b>SUIVI</b> : SAC tiendra des séances d'information pour les Premières Nations sur les subventions de 10 ans au début de l'exercice, dès que de plus amples détails seront disponibles.</p>

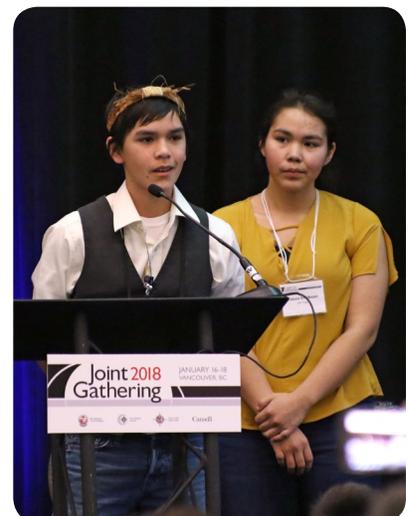


SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Rapport sur les services à l'enfance et à la famille du Groupe de travail tripartite sur les enfants et les familles des Premières Nations</b></p> <p>Discussion de groupe sur les travaux terminés à ce jour avec les membres du Groupe de travail tripartite sur les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des programmes et des partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les membres du Groupe de travail tripartite ont souligné l'importance que les gouvernements fédéral et provincial travaillent en collaboration avec les Premières Nations pour trouver des solutions efficaces et durables qui tiennent compte de la réalité de chaque collectivité. Ils ont également fait état des progrès réalisés par le Groupe de travail pour éclairer la réforme du bien-être de l'enfance.</li> <li>» Carolyn Kamper, sous-ministre adjointe, Priorités stratégiques, ministère du Développement de l'enfance et de la famille, a fait rapport des progrès réalisés par la province à l'égard des recommandations du rapport du grand chef Edward John sur la résilience, la connectivité et la réunification des Autochtones, des causes fondamentales aux solutions fondamentales. Sur les 71 recommandations adressées au ministère du Développement de l'enfance et de la famille, trois ont été mises en place et 61 sont en cours d'exécution.</li> <li>» Mary Teegee, représentante régionale de la Colombie-Britannique au Comité consultatif national, a présenté un rapport d'étape sur les tables d'action qui a été préparé par le Comité à la suite de la décision du Tribunal canadien des droits de la personne du 26 janvier 2016.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : le Groupe de travail tripartite sur le leadership des Premières Nations apporte la touche finale à un projet de recherche faisant partie des objectifs à court terme du plan de travail actuel. Il est entendu que le Conseil des leaders des Premières Nations peut proposer des modifications au plan de travail afin de tenir compte de la stratégie de mobilisation pour 2018-2019 et pour que le plan de travail soit aussi en harmonie avec les quatre tables d'action du Comité consultatif national.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : la région de la C.-B. de SAC collabore avec la Direction générale des priorités stratégiques du ministère du Développement de l'enfance et de la famille pour l'étude de la mise en œuvre conjointe des recommandations communes du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial énoncées dans les recommandations du grand chef Edward John.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : le ministre a confirmé, le 1er mars 2018, que le mandat de la table de discussion du Comité consultatif national serait prolongé jusqu'en 2018-2019.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : des investissements ont été annoncés dans le budget de 2018 pour assurer la pleine conformité avec la décision du Tribunal canadien des droits de la personne, et ces investissements seront bientôt mis en œuvre en Colombie-Britannique.</li> </ul>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Élaboration d'un cadre de reconnaissance des droits</b></p> <p>Discussion de groupe avec RCAANC et la C.-B. sur les incidences d'une approche de reconnaissance des droits dans les relations entre la Couronne et les Autochtones.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> RCAANC – <i>Traités et gouvernement autochtone – Négociations Ouest</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» La Politique sur les revendications globales et la Politique sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale n'ont pas été élaborées conjointement avec les peuples autochtones. Le Canada cherche à les remplacer par une nouvelle politique qui reflète les besoins particuliers des peuples autochtones.</li> <li>» L'extinction et la cession des droits n'ont pas leur place dans les relations ou les ententes modernes entre la Couronne et les Autochtones. Les ententes suivront l'évolution des relations.</li> <li>» Un thème clé découlant des tables de discussion sur la reconnaissance des droits autochtones et sur l'autodétermination portait sur la question de la (ré)édification d'une nation. Peut-on établir un système dans lequel une Première Nation demande d'être juridiquement reconnue en tant que nation, autrement qu'en tant que bande régie par la <i>Loi sur les Indiens</i> ou par le biais d'une pleine autonomie gouvernementale? Comment le Canada peut-il appuyer la (ré)édification et la reconnaissance de la nation?</li> </ul> <p>✓ <b>MESURE DE SUIVI :</b> le Canada, la Colombie-Britannique et le Conseil des leaders des Premières Nations ont tenu une réunion du 11 au 13 avril 2018 à Vancouver pour discuter d'une approche de reconnaissance et de mise en œuvre des droits. Les points de vue des Premières Nations aideront le Canada à élaborer et à mettre en œuvre un cadre de reconnaissance et de mise en œuvre des droits, comme l'a annoncé le premier ministre le 14 février 2018.</p>
<p><b>Excellence du service</b></p> <p>Débat de spécialistes sur le processus de transformation des services de SAC.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – <i>Direction du développement des collectivités</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les participants formulent des commentaires sur la façon pour SAC d'améliorer sa prestation de services aux Premières Nations dans des domaines comme l'accessibilité, l'intervention, la production de rapports et la sensibilisation à la culture.</li> </ul> <p>✓ <b>MESURE DE SUIVI :</b> SAC, en collaboration avec les Premières Nations intéressées, élaborera un plan pour déterminer les améliorations précises à apporter aux services afin de répondre aux commentaires des participants.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Langues autochtones</b>            Débat de spécialistes pour échanger des idées sur la création de programmes d'immersion linguistique efficaces et présenter des méthodes novatrices de transmission de la langue autochtone des aînés aux jeunes.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b>            SAC – Direction des programmes et partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» La séance présente les pratiques exemplaires des projets de revitalisation linguistique qui se déroulent dans toute la région, y compris la participation des aînés et des jeunes, la technologie et les partenariats.</li> <li>» Kukpi7 Ron Ignace, de la Première Nation Skeetchestn, souligne la nécessité d'une loi pour protéger et enchâsser le droit des peuples autochtones à la langue, peu importe la taille de la collectivité ou le nombre de personnes qui parlent couramment la langue. De plus, il fait le point sur la collaboration entre l'APN, l'Inuit Tapiriit Kanatami, la Nation métisse du Canada et le ministère du Patrimoine canadien sur l'élaboration conjointe d'une loi sur les langues autochtones.</li> <li>» Tessa Erickson exprime son désir de créer une application linguistique dakelh et un programme de revitalisation linguistique pour camp d'été, ainsi que d'accroître le dialogue et la collaboration entre les dirigeants communautaires et les jeunes sur des projets importants pour les jeunes. Tim Masso parle de ce qui a inspiré son désir d'enseigner la langue nuu-chah-nulth et de la création de « blocs de langue » pour aider à apprendre l'alphabet Nuu-chah-nulth.</li> <li>» Le chef William Yovanovich, l'aînée Jiixa Gladys Vandal et la mentore de nation à nation Dana Moraes présentent un exposé sur le travail novateur mené dans le cadre du programme d'immersion haïda de Skidegate, qui comprend la création de plus de 50 livres pour enfants et d'un glossaire du dialecte Xaayda kil. Les spécialistes soulignent l'importance du fait que les dirigeants communautaires accordent la priorité à la langue et à la culture comme facteur clé de leur réussite.</li> </ul> <p>✓ <b>SUIVI</b> : pour obtenir de plus amples renseignements sur le travail effectué sur la <i>Loi sur les langues autochtones</i>, veuillez envoyer un courriel à l'adresse : <a href="mailto:aadnc.bceducation.aandc@canada.ca">aadnc.bceducation.aandc@canada.ca</a></p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Premières Nations et gestion des urgences – Tracer ensemble la voie à suivre</b></p> <p>Débat de spécialistes axé sur la voie à suivre pour élaborer une approche tripartite de gestion des urgences en C.-B. qui inclut les Premières Nations en tant que partenaires à part entière.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des programmes et partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Toutes les parties reconnaissent l'importance d'adopter une approche tripartite de gestion des urgences, d'intégrer les Premières Nations en tant que partenaires à part entière dans le système de gestion des urgences et d'intégrer ce qui a fonctionné tout en laissant tomber ce qui n'a pas fonctionné, en ce qui concerne les interventions d'urgence à l'avenir.</li> <li>» Au cours du dialogue avec les dirigeants des Premières Nations, il est clairement établi qu'il n'y a eu aucune discussion avec les Premières Nations lorsque le Canada et la Colombie-Britannique ont conclu des ententes bilatérales dans les années 1990. Deux spécialistes soulignent que les Premières Nations doivent participer à la fois à la gouvernance et aux aspects opérationnels de la gestion des urgences.</li> <li>» On souligne que les changements climatiques, le réchauffement de la planète et les répercussions de l'épidémie de dendroctone du pin contribuent à l'augmentation des dangers et des risques pour les Premières Nations.</li> <li>» Les spécialistes et les participants soulignent l'importance de reconnaître la compétence des Premières Nations. On aborde également la nécessité d'être prêt en cas d'urgence et de posséder une capacité de planification et d'atténuation (y compris les pratiques traditionnelles de gestion du carburant), tant à l'échelle de la collectivité que de la nation.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : SAC, Emergency Management BC, le Service de lutte contre les incendies de forêt de la Colombie-Britannique, le Conseil des leaders des Premières Nations et la Société de services d'urgence des Premières nations ont entamé des discussions en vue d'une entente tripartite sur la gestion des urgences en Colombie-Britannique.</li> </ul>
<p><b>Rapport général du bureau régional de la C.-B.</b></p> <p>Aperçu présenté par la directrice générale régionale sur les investissements du bureau régional de la C.-B. pour 2017-2018, y compris le budget de 2017.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les délégués reçoivent une analyse du tableau de bord sur les investissements du bureau régional de la Colombie-Britannique. Le financement offert par SAC au bureau régional a augmenté de 6,8 % par rapport à 2016-2017 et de 26 % par rapport à 2015-2016. Sur les 964 millions de dollars investis au cours du présent exercice, plus de 60 % étaient consacrés à l'infrastructure et à l'éducation, 20 % à des programmes sociaux, et 3 % aux frais généraux.</li> <li>» SAC souligne que la mise en œuvre de la nouvelle relation financière et le transfert des fonds sous forme de subventions de dix ans changeront la flexibilité du financement régional et réduiront le fardeau de déclaration.</li> <li>» Les commentaires de la salle portent sur le financement inadéquat du logement et de l'infrastructure des bureaux des bandes.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : le financement prévu par les budgets de 2017 et 2018 pour l'infrastructure en 2018-2019 sera bientôt communiqué.</li> </ul>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Lien entre les compétences et les possibilités économiques</b></p> <p>Débat de spécialistes sur l'importance d'élaborer des stratégies pour établir un lien entre les niveaux de compétence des collectivités des Premières Nations et les possibilités de l'industrie afin de créer des exemples de réussite en matière de développement économique durable et d'emploi.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des terres et du développement économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Il faut répondre à la demande future de compétences sur le marché du travail, surtout dans le domaine de la technologie (ingénierie).</li> <li>» Le soutien et le financement à long terme sont importants; il faut investir dans les jeunes et renforcer leur autonomie.</li> <li>» Il faut mobiliser les aînés comme mentors pour renforcer les capacités.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : les membres du Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones continueront d'établir des partenariats avec l'industrie et les établissements d'enseignement pour aider à combler les lacunes du Canada au niveau des compétences, en accordant une attention particulière aux jeunes.</li> </ul>

## SÉANCES EN PETITS GROUPES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Gud Ga KilGuhGa: Renforcement de la gouvernance de la communication</b></p> <p>Discussion sur les nouveaux outils et les façons d'établir des réseaux et de promouvoir l'apprentissage intercommunautaire.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction du développement des collectivités</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les présentateurs et les participants discutent des outils et des approches visant à renforcer la communication des Premières Nations avec leurs membres. La séance permet également de discuter des défis et des stratégies pour aborder les enjeux liés aux médias sociaux.</li> <li>✓ <b>MESURE DE SUIVI</b> : SAC, en collaboration avec des partenaires des Premières Nations, mettra à jour la trousse d'outils de communication sur les principales pratiques de communication dans les collectivités.</li> </ul>
<p><b>Élaboration d'une politique financière sur l'autonomie gouvernementale</b></p> <p>Présentation explorant le processus collaboratif d'élaboration d'une nouvelle politique financière fédérale sur l'autonomie gouvernementale.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> RCAANC – Traités et gouvernement autochtone – Négociations Ouest</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Des représentants des gouvernements fédéral et autochtones du Processus collaboratif d'élaboration d'une politique financière présentent une approche plus inclusive et transparente de l'élaboration d'une politique financière sur l'autonomie gouvernementale.</li> <li>» Dans le cadre de ce processus, les participants élargissent la portée de la politique financière afin d'y intégrer de nouveaux concepts, notamment la suffisance du financement, la population desservie, l'élimination de lacunes en matière de bien-être social, la langue, la culture et le patrimoine, etc.</li> <li>» Cette nouvelle approche contribue à une compréhension commune des enjeux et à l'élaboration de nouvelles options stratégiques.</li> <li>» Lors de la séance, on a communiqué aux participants un projet de cadre stratégique et l'ébauche d'une présentation.</li> </ul>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Fonction publique des Premières Nations – Renforcement des capacités</b></p> <p>Discussion sur la promotion de la fonction publique des Premières Nations, sur la communication des initiatives en cours du gouvernement fédéral pour accroître la représentation des Premières Nations au gouvernement et sur l’obtention des commentaires des participants au sujet des initiatives.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Services des programmes et partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Christa Williams présente un aperçu de l’initiative de la fonction publique des Premières Nations dirigée par le Sommet des Premières Nations pour accroître la capacité des Premières Nations dans des domaines comme l’administration des bandes et la gestion des documents, des finances et des RH. L’objectif est de donner l’occasion aux gens de perfectionner leurs compétences et d’obtenir une attestation.</li> <li>» Caroline Caza, directrice générale régionale d’Environnement et Changement climatique Canada, présente un aperçu des initiatives en cours du gouvernement fédéral par l’entremise du Comité des intérêts et des enjeux autochtones du Conseil fédéral de la Colombie-Britannique afin d’accroître la représentation des Autochtones au gouvernement et d’obtenir les commentaires des participants. Les initiatives comprennent le recrutement ciblé, le mentorat, les échanges et la mobilisation afin d’intégrer davantage de perspectives autochtones dans la fonction publique. Plusieurs domaines de collaboration sont cernés, notamment les stages pour les jeunes, l’accès à la direction, la formation et l’expérience, le jumelage et le mentorat, et l’accès à l’éducation et à la formation de la fonction publique par l’entremise de l’École de la fonction publique du Canada.</li> <li>» Les participants montrent un grand intérêt pour l’initiative, et tous sont d’accord pour dire que l’initiative de la fonction publique des Premières Nations devrait se poursuivre avec la participation de tous les ordres de gouvernement, ainsi que des collectivités et dirigeants des Premières Nations.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : le projet de fonction publique des Premières Nations a tenu une séance les 13 et 14 mars 2018, à Richmond, pour poursuivre la discussion sur la meilleure façon de renforcer les capacités administratives de la fonction publique.</li> </ul>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Le point sur le renouvellement de l'Accord-cadre tripartite sur l'éducation (ACTE)</b></p> <p>Le point sur les progrès réalisés dans le renouvellement de l'ACTE et information sur les importantes réformes en cours en éducation en C.-B. et à l'échelle nationale.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des programmes et partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les commentaires exprimés lors de la <i>Rencontre de 2017</i> ont contribué à l'analyse de rentabilisation élaborée par SAC avec le Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations (CCEPN) en vue d'un investissement supplémentaire dans le renouvellement de l'ACTE.</li> <li>» Le CCEPN exprime ses préoccupations au sujet du processus national de mémoire au Cabinet sur la transformation de l'éducation des Premières Nations et réitère l'importance d'adopter des modèles régionaux élaborés par et pour les Premières Nations.</li> <li>» Les participants soulèvent des problèmes au sein du système provincial qui entraînent des résultats scolaires médiocres chez les élèves des réserves qui fréquentent des écoles publiques. Les trois parties aux négociations sur le renouvellement de l'ACTE continueront de collaborer à l'élaboration de politiques et de stratégies pour régler ces questions.</li> <li>» Le CCEPN demande au Canada de mettre à jour la formule de financement de l'ACTE afin de tenir compte du nouveau Fonds d'amélioration des salles de classe qui a été ajouté à la formule de financement provinciale à la suite de la décision de la Cour suprême sur la taille des classes.</li> <li>✓ <b>MESURE DE SUIVI</b> : SAC travaille avec le CCEPN et la Colombie-Britannique à l'élaboration d'un protocole de financement pour examiner tout nouvel investissement de fonds dans le système provincial et veiller à ce que toute modification future de la formule de financement de l'ACTE soit effectuée en temps opportun.</li> </ul>
<p><b>Mise à profit des possibilités financières</b></p> <p>Discussion de spécialistes et en petits groupes avec des représentants des institutions financières autochtones de la C.-B. et de VanCity sur les solutions de financement pour les entreprises et les collectivités des Premières Nations.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b> SAC – Direction des terres et du développement économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» On dispose de ressources et de financement limités pour répondre aux demandes de financement pour toutes les possibilités d'affaires.</li> <li>» Il est important et essentiel à la réussite de soutenir la capacité des propriétaires d'entreprise à mieux gérer leurs activités. Il faut encourager les jeunes autochtones à devenir de futurs entrepreneurs.</li> <li>» Le 22 février 2018, la Sous-section du développement économique de SAC a rencontré quatre institutions financières autochtones (IFA) pour discuter des possibilités d'aider à tirer parti des programmes des IFA afin d'accroître leur incidence sur les entrepreneurs.</li> <li>✓ <b>SUIVI</b> : SAC trouvera des ressources pour soutenir les IFA et accroître la capacité des entrepreneurs autochtones.</li> </ul>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Stratégie de développement économique de l'APN de la C.-B. : le projet des livres noirs</b></p> <p>Discussion sur la trousse d'outils en quatre volumes sur le développement économique qui fournit des ressources à différents publics clés.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b>  <i>APN de la C.-B.</i>  <i>– Jaime Sanchez</i>  <i>(Jaime.Sanchez@bcfn.ca)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» L'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique (APN de la C.-B.) souligne la nécessité de cerner et d'éliminer les obstacles au développement économique dans un esprit de réconciliation économique.</li> <li>» La participation et le partenariat entre tous les ordres de gouvernement sont nécessaires pour faire progresser les entreprises communautaires autochtones, tirer parti des possibilités d'approvisionnement et créer de nouveaux emplois.</li> <li>» L'établissement de liens entre les collectivités autochtones et l'économie canadienne dans son ensemble renforcera la capacité des Premières Nations de participer à la prospérité du Canada et entraînera de meilleurs résultats socioéconomiques pour les peuples autochtones.</li> </ul> <p>✓ <b>SUIVI</b> : la date de diffusion pour le projet des livres noirs est juin 2018.</p>
<p><b>Apprentissage intercommunautaire</b></p> <p>Séance sur la façon pour SAC de soutenir l'apprentissage dans différents secteurs, tels que le logement, le développement social et le développement économique.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b>  <i>SAC – Direction du développement des collectivités</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Les participants formulent des commentaires sur la détermination et le renforcement des possibilités d'apprentissage intercommunautaire, y compris la promotion du transfert des connaissances communautaires et la communication de pratiques et d'approches exemplaires dans des domaines comme le logement, la gouvernance et le développement économique.</li> </ul> <p>✓ <b>MESURE DE SUIVI</b> : SAC appuiera l'apprentissage intercommunautaire en réunissant des experts des collectivités dans des domaines comme le logement, la gouvernance, les programmes sociaux et le développement économique pour discuter de la meilleure façon pour SAC de soutenir l'apprentissage et le transfert des connaissances.</p>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p><b>Conseil du logement et de l'infrastructure de l'APN de la C.-B.</b></p> <p>Présentation de l'APN de la C.-B. sur la réforme du logement pour les Premières Nations au Canada.</p> <p>.....</p> <p><b>RESPONSABLE</b>  <i>APN de la C.-B.</i>  <i>– Chef Dan George</i>  <i>(dangeorge@telus.net)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Le chef Dan George de la Première Nation de Burns Lake, le chef Mark Point de la Première Nation de Skowkale et Garry Merkel, directeur exécutif du Conseil du logement et de l'infrastructure des Premières Nations de la C.-B., présentent le Conseil du logement et de l'infrastructure de l'APN de la C.-B. et donnent un aperçu de leur objectif d'assumer l'autorité et le contrôle de la prestation des programmes de logement et d'infrastructure des Premières Nations et des services connexes en Colombie-Britannique.</li> <li>» Ils proposent un échéancier pour la transition et la prestation des programmes de SAC au Conseil. Le chef George déclare qu'ils en sont aux premières étapes de développement et qu'ils explorent divers modèles.</li> <li>✓ <b>MESURE DE SUIVI :</b> le Conseil prévoit d'autres activités de sensibilisation pour ce printemps et fournit plus de renseignements sur les dates et les emplacements dans l'onglet Engagement de son site Web (<a href="http://fnhic-bc.ca/">http://fnhic-bc.ca/</a>).</li> </ul>

# Points saillants de l'évaluation des délégués

Parmi les participants à la *Rencontre de 2018*, on compte 421 délégués des Premières Nations, de nombreux membres représentant le Conseil des leaders des Premières Nations, des représentants de diverses organisations autochtones et des employés de 17 autres ministères fédéraux et de cinq ministères provinciaux. De plus, 104 employés de SAC et de RCAANC étaient sur place pour écouter, présenter et appuyer l'activité.

On a sollicité les commentaires des délégués lors de la *Rencontre* par l'entremise de formulaires d'évaluation écrite. Voici quelques citations relevées dans les commentaires reçus :

« Tout a été très riche en information! C'est une façon extraordinaire de rencontrer et d'établir des liens avec autant de personnes de toutes sortes de Nations et de services. Ma présentation préférée a été la plénière sur les langues autochtones. Ça a donné un grand sentiment d'espoir. »

« J'ai adoré le fait qu'il y ait des aînés et des jeunes parmi les délégués. Je pense qu'il est très important que les chefs les entendent. »

« J'ai l'impression d'avoir beaucoup appris de ce que tout le monde a dit, mais j'ai vraiment aimé écouter parler les aînés, surtout de cultures différentes. Ça a vraiment attiré mon attention. »

« J'ai appris tellement de choses sur les ressources disponibles et beaucoup sur les autres collectivités. »

« J'ai aimé échanger avec les organismes : leur ouverture à communiquer l'information et leur volonté d'aider. »

« J'ai aimé le fait que le gouvernement et les chefs soient réunis dans la même salle. »



Voici certaines réflexions en prévision de la prochaine *Rencontre* :

« Donner plus d'occasions aux jeunes de discuter de leur point de vue avec l'ensemble du groupe. »

« J'aimerais qu'il y ait plus de soutien au sujet des langues. »

« Consacrer plus de temps aux questions. »

« Entendre plus d'exemples de réussite de la part des Nations. »

« C'était génial d'inclure des aînés et des jeunes; envisageons d'aller plus loin en prévoyant un groupe de spécialistes pour chacun. »

« Il serait utile d'avoir davantage de réseautage avec d'autres Nations. »

# Prochaines étapes

Le Conseil des leaders des Premières Nations et le gouvernement du Canada s'engagent à continuer d'assurer le succès des *Rencontres*. Les Premières Nations continuent d'affirmer l'importance de la mise en commun, par les collectivités, de leurs réussites et de leurs défis, ainsi que leur souhait d'entendre l'avis de tous les secteurs de la collectivité, notamment les aînés et les jeunes. Dans la planification des ordres du jour des prochaines *Rencontres*, le Conseil des leaders des Premières Nations et SAC continueront d'intégrer les suggestions et les recommandations afin de répondre aux besoins des collectivités des Premières Nations.



